

Emploi

Au quatrième trimestre 2016 l'emploi salarié marchand non agricole a continué d'augmenter solidement (+64 000, après +50 000 au troisième trimestre), l'intérim restant particulièrement dynamique. 187 000 emplois marchands ont ainsi été créés sur l'ensemble de l'année 2016 (après +100 000 en 2015), soit la plus forte progression depuis 2007.

L'emploi ralentirait légèrement d'ici mi-2017 avec une quasi-stabilisation de l'intérim d'une part et parce que l'effet d'enrichissement de la croissance en emplois lié aux mesures d'abaissement du coût du travail serait un peu moins important d'autre part : il progresserait de 81 000 au cours du premier semestre 2017.

Dans les secteurs non marchands, l'emploi croîtrait de façon modérée (+11 000 au premier semestre 2017) : le nombre de bénéficiaires de contrats aidés serait quasi stable, l'emploi public continuerait de baisser mais la composante privée demeurerait bien orientée.

Au total, 212 000 emplois ont été créés en 2016 et 93 000 le seraient au premier semestre 2017.

L'emploi salarié marchand ralentirait légèrement au premier semestre 2017

En 2016, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a augmenté de 187 000, marquant une nette accélération par rapport à 2015 (+100 000). Il a davantage progressé en seconde moitié d'année (+115 000, après +72 000 au premier semestre ; *tableau 1*), du fait principalement de l'intérim. Au quatrième

trimestre 2016, il a crû de 64 000 : l'emploi intérimaire a nettement augmenté (+38 000) et les créations d'emploi ont conservé leur dynamisme dans le tertiaire hors intérim (+35 000), tandis que les pertes d'emploi se sont poursuivies dans l'industrie (-6 000) et la construction (-2 000).

L'emploi salarié continuerait d'augmenter dans les secteurs marchands d'ici mi-2017, quoique de façon un peu plus modérée qu'au semestre précédent (*graphique 1*). L'accélération de l'activité soutiendrait les créations d'emploi et la prime à l'embauche pour les PME continuerait d'enrichir la croissance de près de 20 000 emplois supplémentaires au premier semestre 2017. Mais le crédit d'impôt sur la compétitivité et l'emploi (CICE) et le Pacte de responsabilité et solidarité (PRS) enrichiraient un peu moins la croissance en emplois au premier semestre 2017 (environ 20 000 emplois) qu'au second semestre 2016 (environ 30 000 emplois). D'une part l'effet de l'extension du taux de CICE de 6 % à 7 % au 1^{er} janvier 2017 serait faible à horizon mi-2017 ; d'autre part, l'extension des allègements de cotisations sociales du PRS du 1^{er} avril 2016 aurait un effet sur l'emploi plus réduit que les mesures antérieures parce que ces allègements ne sont pas ciblés sur les bas salaires (entre 1,6 et 3,5 Smic). Par ailleurs, l'intérim se stabiliserait quasiment. Ainsi, après avoir augmenté de 115 000 au second semestre 2016, l'emploi marchand progresserait de 81 000 en première moitié d'année 2017.

Tableau 1

Évolution de l'emploi

en milliers, CVS

	2016				2017		2016 S1	2016 S2	2017 S1	2015	2016	Niveau fin 2016
	T1	T2	T3	T4	T1	T2						
Secteurs principalement marchands non agricoles (1) dont :	42	30	50	64	41	41	72	115	81	100	187	16175
Industrie	-6	-8	-5	-6	-5	-5	-14	-11	-10	-36	-25	3104
Construction	-4	-2	-3	-2	1	3	-6	-5	4	-32	-11	1306
Intérim	3	1	29	38	10	0	4	66	10	49	70	653
Tertiaire principalement marchand hors intérim	49	39	30	35	35	43	89	64	77	119	153	11112
Salariés agricoles	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	4	
Tertiaire principalement non marchand	10	12	0	3	5	6	22	3	11	25	25	
Non-salariés	-1	-1	-1	-1	0	0	-2	-2	0	-8	-4	
EMPLOI TOTAL	52	42	50	67	46	47	94	118	93	118	212	

Prévision

(1) secteurs DE à MN + RU
Source : Insee

L'intérim ralentirait mais le reste de l'emploi tertiaire demeurerait dynamique

En 2016, l'emploi intérimaire a continué d'augmenter vivement (+70 000, après +49 000 en 2015). Après s'être quasiment stabilisé au premier semestre 2016 (+4 000), il a nettement accéléré au second semestre (+66 000). Le taux de recours à l'intérim s'est ainsi rapproché des niveaux élevés qu'il avait atteints avant la crise économique de 2008-2009 (graphique 2). Il se stabiliserait quasiment au premier semestre 2017 et l'emploi intérimaire se modérerait au premier semestre 2017 (+10 000).

L'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim a accéléré en 2016 (+153 000, après +119 000 en 2015). Les chefs d'entreprise restant optimistes sur l'évolution de leurs effectifs, l'emploi y conserverait un rythme similaire au premier semestre 2017 (+77 000 sur le semestre, graphique 3).

Au total, les créations nettes d'emploi dans le tertiaire (y compris intérim) resteraient solides en première moitié d'année 2017 (+87 000, après +130 000 au second semestre 2016).

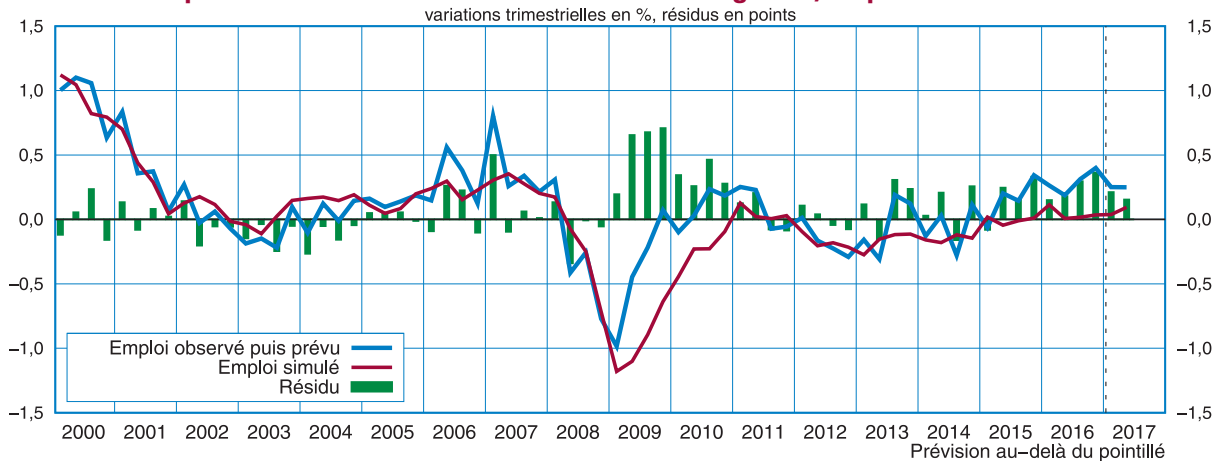
Les pertes d'emplois dans l'industrie se poursuivraient

L'emploi salarié industriel a continué de baisser en 2016 (-25 000, après -36 000 en 2015). Les destructions nettes d'emploi y ont été un peu moins nombreuses en seconde moitié d'année (-11 000, après -14 000 au premier semestre). Le jugement des industriels sur l'évolution de leurs effectifs laisse anticiper que les pertes d'emploi se poursuivraient sur un rythme similaire au premier semestre 2017 (-5 000 par trimestre).

L'emploi dans la construction augmenterait légèrement

L'emploi salarié dans la construction a diminué de façon quasi continue depuis fin 2008. Les pertes d'emploi se sont toutefois progressivement

1 - Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu

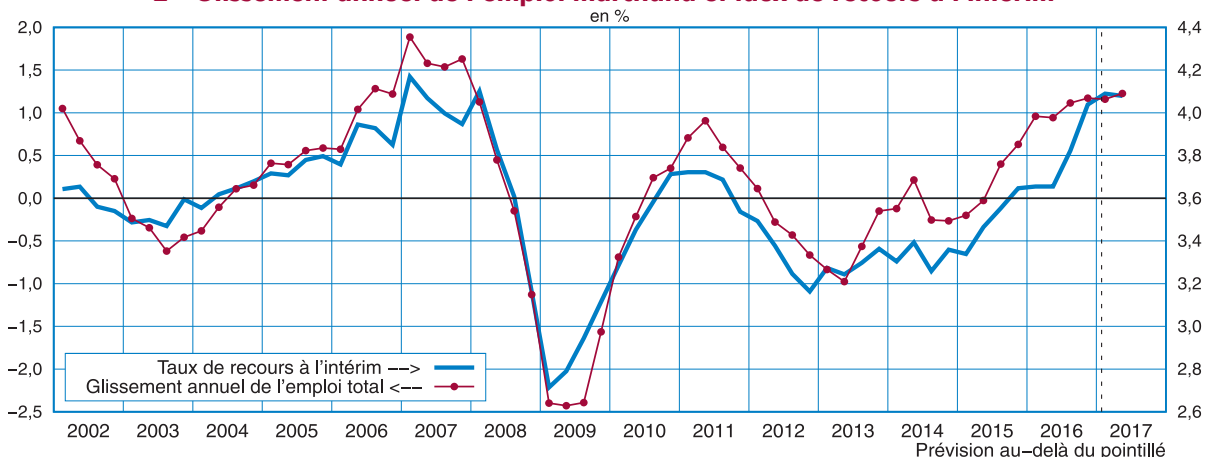


Lecture : le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi (y compris, sur la période récente, les effets du CICE, du PRS et du Plan d'urgence pour l'emploi). Un résidu positif, comme en 2015, indique que l'emploi observé a évolué de façon plus favorable que ne le laissaient attendre ses déterminants.

Période d'estimation de l'équation : 1984-2009.

Source : Insee

2 - Glissement annuel de l'emploi marchand et taux de recours à l'intérim



Note : le taux de recours à l'intérim est le ratio de l'intérim sur l'emploi salarié total du champ marchand non agricole.

Source : Insee

amoindries. Le secteur a perdu 32 000 emplois en 2015, puis 11 000 en 2016. Dans les enquêtes de conjoncture, les anticipations sur les effectifs continuent de se redresser dans les travaux publics et le bâtiment. Ceci suggère une hausse modeste de l'emploi dans ces secteurs au premier semestre 2017 (+4 000 sur le semestre).

L'emploi non marchand se modérerait

En 2016, l'emploi non marchand aurait progressé de 25 000, comme l'année précédente, porté principalement par les contrats aidés et les services civiques (+13 000, [tableau 2](#)).

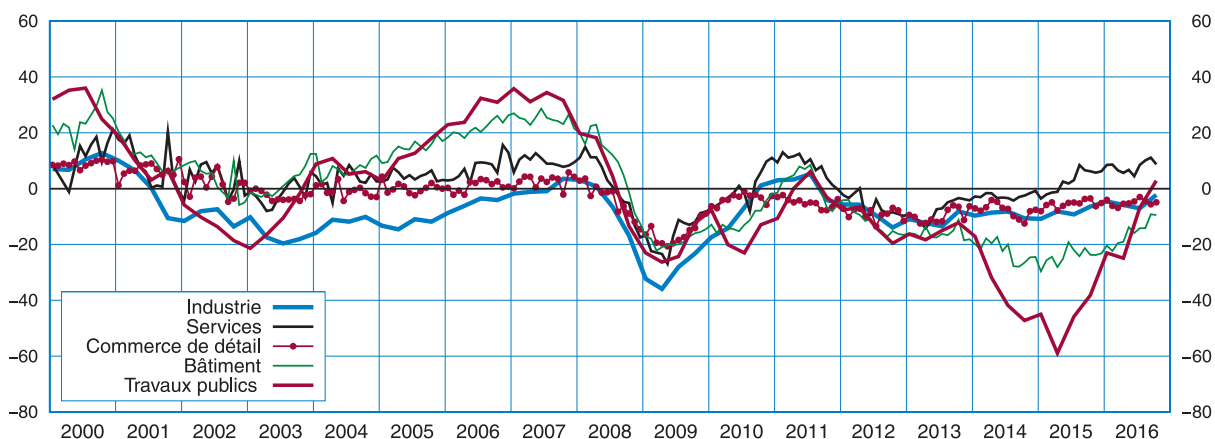
Il augmenterait légèrement au premier semestre 2017 (+11 000 emplois). Les entrées en contrats aidés de type CUI-CAE et emplois d'avenir seraient un peu moindres qu'au second semestre 2016 (200 000 environ au premier semestre 2017 en France métropolitaine, contre près de 230 000 au semestre précédent, [éclairage](#)), si bien que le nombre de bénéficiaires serait quasi stable. Il en

serait de même pour les personnes en service civique. De son côté, l'emploi public non aidé baisserait de nouveau modérément, notamment dans les collectivités locales. En revanche, la composante privée de l'emploi non marchand (enseignement, établissements de santé, etc.) continuerait de progresser solidement.

L'emploi total augmenterait de 93 000 au premier semestre 2017

En tenant compte des non-salariés et des salariés agricoles, les créations nettes d'emploi tous secteurs confondus auraient atteint 212 000 en 2016 (après +118 000 en 2015), avec une légère accélération au second semestre (+118 000, après +94 000). Elles seraient un peu moins soutenues au premier semestre 2017 (+93 000) car l'emploi salarié marchand ralentirait légèrement, les effets d'enrichissement de la croissance en emplois liés au CICE et au PRS étant un peu moins importants. ■

3 - Soldes d'opinion des chefs d'entreprise sur les effectifs prévus



Source : Insee, enquêtes de conjoncture

Tableau 2

Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés et de service civique dans le secteur non marchand

en milliers

	2016				2017		2016		2017	2015	2016
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	S1	S2	S1		
Emplois d'avenir	-2	-4	-6	-7	-4	-4	-6	-14	-8	8	-20
CUI-CAE y compris ACI*	12	9	-3	3	2	4	22	1	7	17	22
Contrats de service civique	2	2	3	4	0	0	4	7	0	8	11
Total	12	7	-6	0	-2	0	19	-6	-1	33	13

■ Préviation

* Depuis juillet 2014, les embauches en ateliers et chantiers d'insertion (ACI) ne sont plus effectuées sous forme de contrat unique d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) mais de contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI). Néanmoins, de façon à suivre les emplois aidés sur un périmètre constant, les prévisions de CUI-CAE présentées ici incluent les ACI.

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, tableau de bord des politiques de l'emploi, calculs Insee